

# Conjoncture : quels impacts de la crise sanitaire sur les outils de mesure et le suivi ?

## Introduction

La crise sanitaire a bouleversé le suivi de la conjoncture économique. Pour rendre compte au plus vite des impacts de ce choc aussi soudain qu'inédit, il a fallu mobiliser de nouvelles sources de données et de nouveaux indicateurs de natures diverses et à plus « haute fréquence » que les indicateurs traditionnels. Il a également fallu adapter les modalités de collecte des enquêtes « classiques » de conjoncture. Parmi ces nouveautés et adaptations, certaines ont aidé à parer à l'urgence quand d'autres ont vocation à être pérennisées. La 12<sup>ème</sup> rencontre méthodologique Piver a été ainsi l'occasion de revenir sur les dispositifs de suivi de la conjoncture en Hauts-de-France, de présenter les changements mis en place à la faveur de la crise et de se projeter vers la boîte à outils des conjoncturistes de demain.

## Le suivi de la conjoncture réalisé par La CCI Hauts-de-France

(G.STANISLAWSKI, D.DENOVAL - CCI HAUTS-DE-FRANCE)

La CCI de Région réalise habituellement une enquête trimestrielle (mars, juin et septembre) et une enquête annuelle de conjoncture de fin d'année. Ces enquêtes permettent de faire le point sur la conjoncture et d'aborder des questions d'actualité, sur les difficultés des entreprises, leurs besoins, leur stratégie par exemple.

Au regard de la crise sanitaire et de son ampleur sur l'activité économique et afin d'être réactif face à l'évolution permanente du contexte sanitaire et économique, la CCI a mis en place un dispositif d'enquête différent en interrogeant les entreprises plus souvent (6 enquêtes sur 9 mois en 2020 par exemple) et en y intégrant des questions très spécifiques en lien avec l'actualité. Durant cette période davantage d'entreprises ont répondu et nous avons pu remonter régulièrement les difficultés rencontrées par les entreprises aux pouvoirs publics

afin d'adapter les mesures mises en place. Aujourd'hui, notre enquête a retrouvé son rythme trimestriel mais le questionnaire a été modifié en adaptant la trame fixe du questionnaire

de 2020 et en y intégrant des questions spécifiques en lien avec les difficultés économiques liées au conflit en Ukraine.



# Le suivi de la conjoncture réalisé par l'Insee des Hauts-de-France

(N.CAVAN - INSEE HAUTS-DE-FRANCE)

Avant la crise sanitaire, le suivi de la conjoncture par l'Insee en Hauts-de-France s'appuie sur 3 produits : un tableau de bord synthétique régulièrement mis à jour sur insee.fr, des notes de conjoncture trimestrielles et un bilan économique annuel. Les indicateurs portent sur l'emploi, le chômage, la construction, le tourisme et la démographie d'entreprises. Quelques thèmes complémentaires sont traités dans le bilan économique avec l'apport de contributions extérieures. Contrairement au niveau national, le PIB et la consommation des ménages ne font pas partie des indicateurs conjoncturels régionaux.

Ces produits existants, bien que fournissant des informations ma-

jeures sur le passé récent, n'ont pas permis de répondre aux besoins de données fraîches et régulières sur des indicateurs spécifiques pour suivre l'évolution de la crise sanitaire. Mais l'exploitation de nouvelles sources a engendré de nouveaux indicateurs pour estimer la baisse d'activité économique (heures rémunérées dans la DSN) et la consommation des ménages (transactions par carte bancaire). Des tableaux de bord commentés ont été créés en Hauts-de-France pour suivre la reprise économique dans la région et les départements, mais aussi pour mesurer l'impact social de la crise.

La conjoncture régionale s'est ainsi enrichie et les travaux se poursuivent. Les nouvelles sources pourraient apporter des informations plus robustes et plus détaillées. Les nouveaux produits mériteraient une plus grande visibilité. Des réflexions au niveau

régional et des groupes de travail au niveau national sont en cours.

## Bilan économique 2020

Insee Conjoncture Hauts-de-France

juillet 2021



# Adapter la méthodologie, les outils et le rythme pour mieux refléter la conjoncture du marché du travail

(N.DELATTRE -DREETS HAUTS-DE-FRANCE, C. PARIS - PÔLE EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE)

**Le suivi de la demande d'emploi : le besoin d'une temporalité resserée en temps de crise**

En 2017, suite à une augmentation de la volatilité des séries mensuelles sur la demande d'emploi, un groupe de travail national associant la Dares, le Pôle emploi et l'Insee, valide l'abandon d'une diffusion à temporalité mensuelle au profit d'un rythme trimestriel qui dégage mieux les évo-

lutions tendanciennes. Une campagne de communication soutenue permet aux utilisateurs de ces statistiques publiques de s'approprier cette évolution mise en œuvre en 2018.

À la survenue de la crise en 2020, les décideurs publics doivent disposer d'informations en temps réel pour comprendre les évolutions très rapides à l'œuvre. Le retour à une publication nationale mensuelle est alors

acté par la Dares et le Pôle emploi, de nouveau à grand recours de communication publique pour expliciter ce « retour en arrière ». Les Hauts-de-France s'inscrivent dans cette démarche en diffusant mensuellement des focus et des maquettes détaillées sur la demande d'emploi, pour les mois statistiques de mars à juillet 2020.

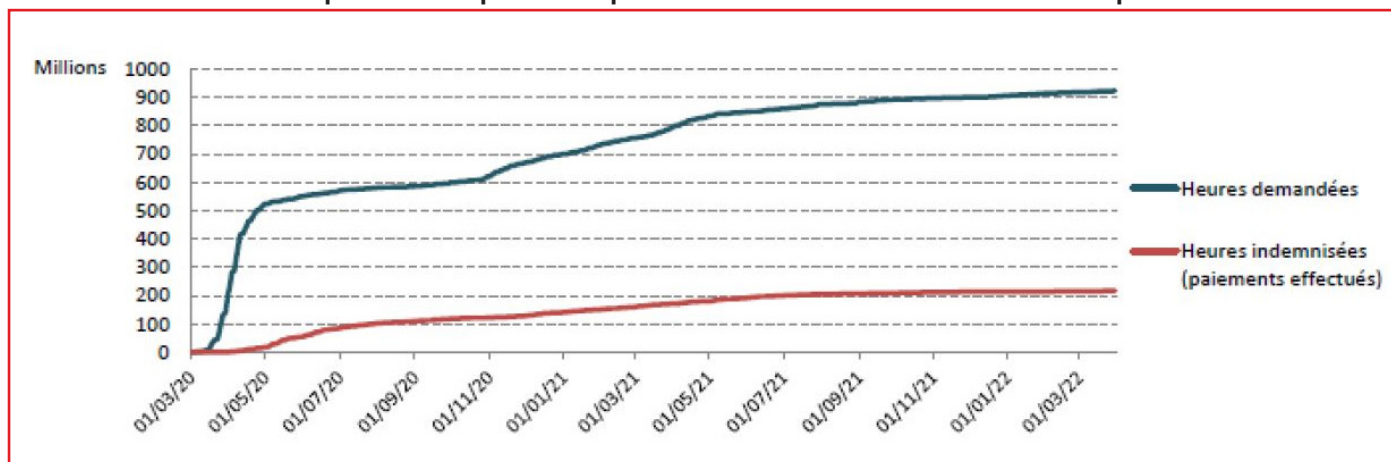
### L'émergence d'un nouvel indicateur de suivi économique : l'activité partielle

Dans un contexte de difficultés économiques, le dispositif d'activité partielle s'avère comme la mesure phare de prévention des licenciements économiques. Le suivi de son recours par les entreprises s'est rapidement imposé lors de la crise Covid-19 comme un moyen de prendre le pouls de l'activité économique.

Le suivi du dispositif habituellement opéré par la Dreets (suivi « métier » individuel des dossiers) n'étant pas adapté aux besoins des décideurs publics dans le contexte de crise, un nouveau format de reporting statistique a été monté à partir d'une source alors encore jamais exploitée, une base de gestion administrative sélectionnée pour sa fraîcheur des données et son rythme de mise à jour au quotidien.

Le reporting quotidien de l'activité partielle, mis à disposition restreinte pendant la crise, devrait faire l'objet d'une adaptation pour une diffusion publique de statistiques en régime courant, à un rythme mensuel plus traditionnel.

#### Demandes d'activité partielles déposées depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020 selon la date de dépôt des demandes



Source : ASP-DGEFP-Extraction du SI APART du 2 mai 2022, s'arrêtant aux données du 1<sup>er</sup> mai 2022. données provisoires

### Un tableau de bord de suivi des impacts de la crise Covid pour éclairer le CREFOP

Dès le printemps 2020, le C2RP, Carif-Oref Hauts-de-France, a réalisé à la demande du Crefop une note sur les impacts de la crise en région Hauts-de-France à destination des acteurs œuvrant pour les dispositifs publics d'emploi et de formation professionnelle.

Compilant des informations structurantes fournies par la statistique publique et des exemples et cas précis issus d'un important travail de veille, cette note a connu un prolongement sous la forme d'un tableau de bord dynamique, conçu comme un outil d'aide à la décision en lien avec les politiques publiques.

La conception et la mise en production du tableau de bord a associé un large panel de contributeurs, partenaires de l'Oref, ayant vocation à actualiser et re-questionner régulièrement le produit, y compris en période post-crise.

## La territorialisation des outils de conjoncture en appui aux stratégies régionales

(C.MEULEMANS - AGENCE HAUTS-DE-FRANCE 2020-2040)

La crise économique déclenchée par la pandémie de covid 19 a été inédite par sa brutalité et ses conséquences. Bien que la région Hauts-de-France ait été relativement moins touchée par les pertes d'emplois et d'activités, les stratégies régionales (économie, formation, fonds européens 2021

2027 ...) peuvent être questionnées par ces modifications de conjoncture. La région a participé à plusieurs niveaux de publication et de diffusion (interne et externe) en recherchant notamment une régionalisation et une territorialisation d'indicateurs ou de projections.

La question sous-jacente est de savoir comment les territoires sont impactés par la crise. Les vulnérabilités territoriales existantes sont-elles amplifiées par la conjoncture économique ? Certaines orientations économiques permettent-elles une plus grande résilience ? Il est important d'avoir un suivi dans le temps de ces changements prenant en compte plusieurs indicateurs (économie, emploi, énergie).

## Liens :

<https://2040.hautsdefrance.fr/les-impacts-potentiels-de-la-guerre-en-ukraine-sur-leconomie-des-hauts-de-france/>  
<https://regions-france.org/actualites/actualites-nationales/note-1-limpact-economique-de-crise-regions-leurs-territoires/>  
<https://2040.hautsdefrance.fr/download/flash-info-n7-lemploi-en-region-retrouve-des-couleurs-au-1er-semester-2021/>

# Nouvelles sources de données, nouveau éclairages pour le suivi conjoncturel des territoires

(A. Delattre - AUD Artois, - C. Filippo, Agur C. Valiton - Adulm,)

Les nouvelles sources de données à l'Agence d'Urbanisme et Développement Pays de Saint-Omer Flandre Intérieure se divisent en trois points principaux.

L'AUD a acquis pour deux années d'expérimentation (2022 et 2023) les données MyTraffic. Cet outil, découvert dans le cadre du programme Action Cœur de ville, permet d'établir un suivi de la dynamique des flux piétons en fonction de périmètres pré définis suivant une analyse de l'attractivité commerciale ou touristique. Dans ce cadre, l'Agence gère également 4 éco-compteurs, ceux-ci permettent de mesurer les flux touristiques et la pression sur les milieux naturels. Chaque visiteur sera compté plusieurs fois à chaque fois qu'il passe devant un éco compteur contrairement à l'outil MyTraffic.

La fréquentation donne une tendance de l'état de l'économie, au plus il y a de passages, au plus il est susceptible d'avoir de la consommation dans le centre-ville.

Pour avoir de plus amples informations sur les entreprises (effectifs, nationalité...), l'Agence a acquis la base de données CapFinancials, utilisée pour mettre à jour chaque trimestre son tableau de bord économique conjoncturel ou pour déterminer si une entreprise est toujours en activité ou non dans le cadre de l'observatoire de l'immobilier commercial et notamment les données sur la vacance des locaux commerciaux.

Pour l'adulm, les outils existants et les nouveaux outils valorisés au cours de l'après-midi ne peuvent être utilisés

dans l'état à l'échelle de territoires comme une métropole, une communauté de commune. Nous avons dû rechercher de nouvelles données (parfois payantes) et des parfois des valeurs approchées. C'est le cas notamment de la donnée capfinancials que nous utilisons pour suivre les créations, les défaillances d'entreprises, la fragilité financière des entreprises (et leur pérennité) ou de suivre spécifiquement un panel d'entreprises. C'est aussi le cas de la donnée trendeo. Cette donnée qualitative permet de s'émanciper des codes d'activité et d'identifier les créations/disparition d'emplois et les levées de fonds quasi quotidiennement. C'est encore le cas avec la donnée My traffic et les éco-compteurs pour percevoir les comportements de consommation (et donc les évolutions).



Nous avons également développé des partenariats spécifiques. C'est le cas avec la CCI et la CMA pour disposer d'extraction des enquêtes de conjoncture.

C'est également le cas avec la Banque de France et Le Tribunal de commerce pour identifier les procédures en cours et les emplois menacés.

C'est aussi le cas avec l'URSSAF pour les reports de charges et les déclarations préalables d'embauches, nous permettant d'approcher l'état d'esprit des entreprises et des consommateurs.

**Pour en savoir plus, retrouvez les présentations en ligne :**

<http://piver-hauts-de-france.org/>



**Retrouver l'actualité de PIVER :**

[www.piver-hauts-de-france.org](http://www.piver-hauts-de-france.org)

[contact@piver-hauts-de-france.org](mailto:contact@piver-hauts-de-france.org)



@piver\_hdf - <https://urlz.fr/8UWz>

